

Unité départementale de l'Aisne  
47, avenue de Paris  
02200 Soissons

Soissons, le 29/08/2024

## Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 26/06/2024

### Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **EVERBAL PAPETERIE**

2 route d'Avaux  
02190 Évergnicourt

Références : 2024EVER339  
Code AIOT : 0005100293

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 26/06/2024 dans l'établissement EVERBAL PAPETERIE implanté 2 route d'Avaux 02190 Évergnicourt. L'inspection a été annoncée le 03/06/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les fabrications de pâte à papier et de papier fin non couché réalisées sur le site d'Evergnicourt sont soumises au système d'échange de quotas d'émission de l'Union Européenne.

A ce titre, l'exploitant doit chaque année, avant le 28 février, déclarer ses émissions sur la base d'un Plan De Surveillance (PDS) et il peut, avant le 31 mars de chaque année, déclarer ses niveaux d'activité sur la base d'un Plan Méthodologique de Surveillance (PMS) afin d'obtenir une allocation de quotas gratuits.

La visite du 26 juin 2024 a pour but de vérifier que les éléments présents dans les PDS et PMS sont bien pris en compte sur le site. La visite a aussi pour but de faire le point sur les quantités de biomasse brûlées sur le site entre 2019 et 2023 pour évaluer une éventuelle sortie du système d'échange de quotas d'émission de l'UE.

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- EVERBAL PAPETERIE
- 2 route d'Avaux 02190 Évergnicourt
- Code AIOT : 0005100293
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société EVERBAL exploite une papeterie sur le territoire de la commune d'EVERGNICOURT, spécialisée dans la fabrication de papier impression – écriture à partir de fibres cellulosiques de récupération ; le site fabrique sa pâte à papier à partir de papiers de récupération provenant des déchets de transformateurs de papiers : imprimeurs, brocheurs.

Le site d'Evergnicourt n'est pas relié au réseau de gaz naturel. Il a utilisé jusqu'en 2008 une chaudière au fioul lourd. En 2008 puis en 2012, 2 chaudières biomasse ont été installées. Ces chaudières brûlent de la plaquette forestière. La chaudière au fioul lourd sert maintenant de secours.

Les activités de la société EVERBAL sont autorisées et encadrées par l'arrêté inter-préfectoral modifié du 12/03/2019.

L'usine produit environ 40 000 tonnes par an de papier.

**Thèmes de l'inspection :**

- Air

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une

mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
5	Périmètre de la sous-installation Pâte à papier	Règlement européen du 19/12/2018, article Annexe 1	Demande d'action corrective	30 jours
6	Périmètre de la sous-installation Papier fin non couché	Règlement européen du 19/12/2018, article Annexe 1	Demande d'action corrective	30 jours
9	PDS/aer : calcul des émissions	Règlement européen du 19/12/2018, article 21.1	Demande d'action corrective	30 jours
2	Vérification du registre d'admission	AP Complémentaire du 12/03/2019, article 3.3.	Mise en demeure, respect de prescription	90 jours
3	Chaudière de secours	AP Complémentaire du 12/03/2019, article 3.4.1	Mise en demeure, respect de prescription	30 jours
4	Rendement des chaudières	Code de l'environnement du 28/07/2020, article R224-23	Mise en demeure, respect de prescription	30 jours

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
7	Périmètre des sous-installations chaleur et combustible	Règlement européen du 19/12/2018, article 10.2.b) et c)	Sans objet
8	Vérifications des émissions déclarées	Règlement européen du 19/12/2018, article 7	Sans objet
1	Principes de surveillance, archivage des données	Règlement européen du 19/12/2018, article 7.3	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le site relève du système d'échange de quotas d'émission de l'UE, à ce titre, l'exploitant doit déterminer ses émissions de CO<sub>2</sub> chaque année en recourant à des méthodes de surveillance appropriées décrites dans le règlement MRR du 19 décembre 2018. Pour la déclaration de ses émissions de biomasse l'exploitant utilise depuis 2019, la méthode du bilan énergétique en se basant sur le fait que la fraction issue de la biomasse est supérieure à 97%. Or, il s'avère aujourd'hui que ce point n'est plus vérifié.

Le site devra fournir un nouveau PDS dans un délai de 4 semaines, en application de l'art 5 de l'arrêté du 21 décembre 2020 sur les modalités de mise en œuvre des obligations particulières de surveillance, de déclaration et de contrôle des émissions et des niveaux d'activité auxquelles sont soumises les installations soumises au système d'échange de quotas de gaz à effet de serre.

En 2022, l'exploitant a demandé à bénéficier de quotas gratuits pour une sous-installation chaleur sans avoir pu obtenir l'approbation d'un PMS ad-hoc. En effet, l'exploitant a déposé plusieurs versions de PMS comportant une sous-installation chaleur qui ont été refusées par l'administration au motif que ces PMS ne démontrent pas les moyens d'acquisitions des données fiables et précises pour quantifier la chaleur nette consommée par cette sous-installation.

Le PMS approuvé est celui référencé « Everbal - PMS\_v0\_17-05-2019 » déposé sur la plateforme « mesdémarchessimplifiées » le 29/09/2021.

Une nouvelle demande de quotas gratuits pour l'année 2022 pourrait être déposée par l'industriel sous réserve que cette demande fasse référence au PMS V0 approuvé en septembre 2021.

Le site a utilisé, en 2023, sa chaudière fioul lourd dans des conditions autres que celles de situations de secours pour laquelle elle est autorisée. L'inspection propose à monsieur le Préfet de mettre en demeure l'exploitant de respecter les prescriptions imposées pour cette chaudière.

### 2-4) Fiches de constats

**N° 7 : Périmètre des sous-installations chaleur et combustible**

<b>Référence réglementaire :</b> Règlement européen du 19/12/2018, article 10.2.b) et c)
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Définition des sous-installations

### Prescription contrôlée :

2. Afin d'attribuer les intrants, les extrants et les émissions d'une installation aux sous-installations, l'exploitant exécute les étapes suivantes, classées par ordre de priorité décroissant :

b) si des intrants, des extrants et des émissions susceptibles de relever de sous-installations avec référentiel de chaleur ou de sous-installations de chauffage urbain sont à prendre en considération au niveau de l'installation, et qu'ils ne relèvent d'aucune des sous-installations visées au point a), l'exploitant les attribue à des sous-installations avec référentiel de chaleur ou à des sous-installations de chauffage urbain, selon le cas, en appliquant les règles énoncées à l'annexe VII ;

c) si des intrants, des extrants et des émissions susceptibles de relever de sous-installations avec référentiel de combustibles sont à prendre en considération au niveau de l'installation, et qu'ils ne relèvent d'aucune des sous-installations visées au point a) ou b), l'exploitant les attribue à des sous-installations avec référentiel de combustibles, selon qu'il convient, en appliquant les règles énoncées à l'annexe VII ;

### Constats :

#### Constats :

Le site dispose d'un plan méthodologique de surveillance (PMS) approuvé par lettre du 19 novembre 2021. Ce plan méthodologique de surveillance est référencé "Everbale-PMS-V0-17-05-2019", il présente 3 sous-installations :

- Pâte à papier
- Testliner
- Combustible (utilisation de moto-pompe)

Depuis 2022, l'exploitant souhaite ajouter une sous-installation chaleur, pour ce faire il a déposé 4 nouveaux PMS, tous référencés PMS Everbal V7:

- Le 8 décembre 2022,
- Le 4 décembre 2023,
- le 18 janvier 2024,
- Le 23 janvier 2024,

Outre le fait que les fichiers proposés portent tous le même nom et que les modifications effectuées ne sont pas tracées, l'exploitant n'a pas pu démontrer les moyens mis en œuvre pour

mesurer ou calculer de manière fiable et précise les répartitions des intrants et des extrants chaleur sur les 3 sous-installations. L'administration a refusé ces PMS (dossiers 10816133 et 15863652 sur la plateforme mesdémarchessimplifiées).

Néanmoins, en 2022 l'exploitant a déposé une demande de quotas gratuits (612 quotas) pour une sous-installation chaleur. L'ALC 2022 n'est pas recevable en l'état (absence de PMS validé portant mention d'une sous installation chaleur), les quotas gratuits du site n'ont pas été versés.

Au cours de la visite, l'exploitant a informé l'inspection de son intention de déposer une nouvelle demande d'allocation 2022 sur la base du PMS référencé "Everbal-PMS-V0-17-05-2019" approuvé le 19 novembre 2021.

En 2023, la déclaration du site a été reconnue non satisfaisante de la part du vérificateur au motif que le PMS n'est pas approuvé. L'exploitant peut déposer un ALC en référence au PMS V0 approuvé par lettre du 19 novembre 2021.

Si l'exploitant souhaite demander des quotas gratuits pour les 3 sous-installations décrites au PMS validé, Il déposera par mail à l'adresse suivante : " sege.dreal-np@developpement-durable.gouv.fr" les ALC 2022 et 2023 modifiés accompagnés chacun d'un rapport du vérificateur de moins d'un mois.

**Type de suites proposées :** Sans suite

#### N° 5 : Périmètre de la sous-installation Pâte à papier

**Référence réglementaire :** Règlement européen du 19/12/2018, article Annexe 1

**Thème(s) :** Risques chroniques, Définition des sous-installations

**Prescription contrôlée :**

Définition des produits inclus	Définition des procédés et émissions inclus (limites du système)
Pâtes de fibres obtenues à partir de papier ou de carton recyclés (déchets et rebuts) ou d'autres matières fibreuses cellulosiques, exprimées sous forme de production commercialisable, en tonnes de pâte sèche à l'air, mesurée à la fin du processus de production. «Tonne de pâte sèche à l'air» signifie que la pâte contient 90 % de matière sèche. Dans le cas de la production de pâte, la production est définie comme le total de la pâte produite, y compris la pâte pour livraison	Sont inclus tous les procédés qui font partie de la production de pâte à partir de papier recyclé ainsi que les unités de conversion d'énergie associées (chaudière/cogénération). Ne sont pas incluses les autres activités exercées sur site qui ne font pas partie de ce procédé, telles que les activités de sciage, les activités de travail du bois, la fabrication de produits chimiques destinées à la vente, le traitement des déchets [traitement des déchets sur site plutôt que hors site (séchage, agglomération, incinération, mise en décharge)], la production de carbonate de calcium précipité, le traitement des gaz

pâte produite, y compris la pâte pour livraison interne à une usine papetière et la pâte marchande.	calcium précipité, le traitement des gaz odorants et le chauffage urbain.
---	---

#### Constats :

Le PMS du site a été approuvé le 19 novembre 2021, il est référencé "Everbal-PMS-V0-17-05-2019" accompagné de la procédure « suivi des émissions de gaz à effet de serre et rapport méthodologique pour affectation des quotas CO<sub>2</sub> ».

La pâte à papier est réalisée à partir de papiers recyclés "triturés" avec de la vapeur. Les quantités de papier de recyclage utilisés dépendent de recettes standardisées dans l'usine (pesée des différents lots de papiers recyclés entrant dans la composition). Le suivi de ces recettes est réalisé en temps réel et enregistré.

La quantité de pâte à papier produite annuellement et ouvrant droit à quotas gratuits correspond au tonnage annuel de pâte à papier à 90% de matière sèche. Les documents de suivi transmis par l'exploitant montre que la correction sur l'humidité est bien réalisée pour la déclaration (ALC) mais le PMS ne le mentionne pas explicitement.

La chaleur utilisée dans cette sous-installation est comptabilisée à partir de débitmètre vortex, le relevé des compteurs se fait manuellement.

Lors de la visite, l'exploitant n'a pas pu démontrer la chaîne mise en place pour l'enregistrement et la vérification de ces données ; en effet, l'opérateur transmet oralement son relevé auprès de la comptabilité.

Afin de compléter le PMS approuvé, il a été convenu que l'exploitant adressera à l'inspecteur de l'environnement une version actualisée (notamment le paragraphe 5) de la procédure attachée au PMS de 2021 (procédure de suivi des émissions de gaz à effet de serre et rapport méthodologique pour affectation des quotas CO<sub>2</sub>).

#### Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Veuillez mettre à jour le PMS ainsi que sa procédure afin de préciser que la quantité de pâte à papier produite déclarée annuellement est bien ramenée à 90% de sissité.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 30 jours

#### N° 6 : Périmètre de la sous-installation Papier fin non couché

**Référence réglementaire :** Règlement européen du 19/12/2018, article Annexe 1

**Thème(s) :** Risques chroniques, Définition des sous-installations

**Prescription contrôlée :**

Définition des produits inclus	Définition des procédés et émissions inclus (limites du système)
<p>Papier fin non couché, englobant le papier non couché à base de pâte mécanique et le papier non couché dit «sans bois», exprimé sous forme de production commercialisable nette, en tonnes de papier sec à l'air, défini comme du papier dont le taux d'humidité est de 6 %.</p> <ol style="list-style-type: none"> <li>1. Les papiers non couchés dits «sans bois» englobent les papiers utilisables pour l'impression ou d'autres applications graphiques, dont la composition fibreuse est variable, mais principalement constitués de pâtes de fibres vierges, qui sont fabriqués avec des niveaux de charge minérale différents et font l'objet de traitements de finition variés.</li> <li>2. Les papiers non couchés avec bois recouvrent les types de papier spécifiques fabriqués avec de la pâte mécanique, utilisés pour l'emballage ou des usages graphiques/magazines.</li> </ol>	<p>Sont inclus tous les procédés qui font partie du procédé de production de papier (en particulier la machine à papier et à carton et les unités de conversion d'énergie associées (chaudière/cogénération) et l'utilisation directe de combustible dans les procédés). Ne sont pas incluses les autres activités exercées sur site qui ne font pas partie de ce procédé, telles que les activités de sciage, les activités de travail du bois, la fabrication de produits chimiques destinés à la vente, le traitement des déchets [traitement des déchets sur site plutôt que hors site (séchage, agglomération, incinération, mise en décharge)], la production de carbonate de calcium précipité, le traitement des gaz odorants et le chauffage urbain.</p>

#### Constats :

Le PMS du site a été approuvé le 19 novembre 2021 , il est référencé "Everbal-PMS-V0-17-05-2019" accompagné de la procédure « suivi des émissions de gaz à effet de serre et rapport méthodologique pour affectation des quotas CO<sub>2</sub> ».

Le site produit du papier fin non couché soit à 4,5 % d'humidité soit à 7% d'humidité.

Les produits finis relèvent de 3 prodcom : 17121435 - 17121439 - 17121450.

A la sortie de la machine à papier, les bobines sont pesées sur une balance relevant de la métrologie légale ; lors de la visite, il a été constaté que cette balance dispose d'une vignette verte valable jusqu'en avril 2025.

Lors de la visite, l'exploitant a produit les tableaux de suivi des tonnages produits pour les années 2021 et 2023. Ces documents n'appellent pas d'observation de la part de l'inspection ; notamment, la déclaration annuelle tient bien compte de la correction du tonnage produit à 6% d'humidité, cette valeur est reprise dans les ALC.

Concernant la quantification de la chaleur consommée dans cette sous-installation, l'atelier dispose en amont de compteurs de vapeur relevés manuellement.

L'exploitant réalise l'ensemble des relevés et enregistrements nécessaires au suivi des données d'activité mais son PMS ne le mentionne pas.



Afin de compléter le PMS approuvé, il a été convenu que l'exploitant adressera à l'inspecteur de l'environnement une version actualisée (notamment le paragraphe 5) de la procédure attachée au PMS de 2021 (procédure de suivi des émissions de gaz à effet de serre et rapport méthodologique pour affectation des quotas CO <sub>2</sub> ).
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 30 jours

**N° 9 : PDS/aer : calcul des émissions**

Référence réglementaire : Règlement européen du 19/12/2018, article 21.1

Thème(s) : Autre, flux de biomasse

Prescription contrôlée :

Aux fins de la surveillance des émissions d’une installation, l’exploitant choisit d’appliquer une méthode fondée sur le calcul ou sur une méthode fondée sur la mesure, sous réserve des dispositions spécifiques du présent règlement.

La méthode fondée sur le calcul consiste à déterminer les émissions des différents flux à partir des données d’activité obtenues au moyen de systèmes de mesure et de paramètres complémentaires issus d’analyses de laboratoire, ou de valeurs par défaut. La méthode fondée sur le calcul peut être mise en œuvre conformément à la méthode standard définie à l’article 24 ou à la méthode du bilan massique définie à l’article 25.

Constats :

Le flux de biomasse est un flux de minimis.

C’est le plan de surveillance (PDS) du site, approuvé par l’administration, qui définit la méthode de calcul des émissions de CO2 du site.

Le PDS du site d’Evergnicourt, approuvé en 2021, est référencé "t1\_mp\_installations\_P4\_COM\_fr\_060421-1" il est accompagné de la procédure «procédures de suivi des émissions de gaz à effet de serre - version 12 du 27/09/21 ; cette version a été déposée le 1er octobre 2021 sur la plateforme "mesdémarchessimplifiées".

Ce PDS mentionne à l'onglet D et dans la procédure que la donnée d’activité suivie est la livraison de bois. Lors de la visite, il a été constaté que les quantités de biomasse livrées font l’objet d’un suivi et notamment d’une pesée en entrée du site (pont bascule relevant de la métrologie légale).Pour ses déclarations d’émissions (aer), il a été constaté que l’exploitant utilise les facteurs de calcul nationaux définit par le CITEPA (PCI et facteur d’émission) qui correspondent au bois anhydre pour les appliquer aux quantités de bois humide livrées. Ce calcul n’est pas cohérent. Selon l’article 30 du règlement MRR, l’exploitant doit toujours déclarer les facteurs de calcul en se référant à l’état du combustible ou de la matière lors de l’achat ou de l’utilisation dans le procédé responsable des émissions.

Entre 2019 et 2023, l’exploitant a déclaré émettre, en moyenne, 96,86% de CO2 d’origine biogénique.

Emissions	2019	2020	2021	2022	2023	Total
-----------	------	------	------	------	------	-------

Émissions vérifiées	1070	904,6	803	703	3154	6634,6
Émissions biomasse	47444	44465	43749	46606	22300	204564
% Émissions biomasse	97,79%	98,01%	98,20%	98,51%	87,61%	96,86%

Les déclarations (aer) 2019 à 2023 ont été vérifiées par SGS et ont obtenu une conclusion d'assurance raisonnable en dépit de l'incohérence liée à l'utilisation de facteurs d'émission non adaptés.

En 2023, la Directive 2003/87 a été modifiée. L'une des modifications prévoit l'exclusion du système d'échange de quotas des sites ayant émis en moyenne plus de 95% de CO2 d'origine biomasse entre 2019 et 2023. En 2023, l'exploitant a fait savoir à l'administration qu'il souhaite modifier ses déclarations d'émissions des années 2019 à 2022 pour remédier aux incohérences de calcul décrites ci-dessus. L'inspection des installations classées a constaté lors de la visite que l'exploitant ne dispose d'aucune mesure de l'humidité du bois livré. Néanmoins, il est tout à fait possible pour l'exploitant de modifier, a posteriori, les émissions d'origine biomasse qui n'auraient pas correctement été déterminées sous réserve d'apporter toutes les justifications nécessaires et appliquer une méthode de calcul conforme au règlement MRR. Dans le cadre de cette demande de correction, il est demandé à l'exploitant, de transmettre, à l'inspection des installations classées, la description précise des modes et facteurs de calcul retenus pour la détermination des émissions de CO2 biogénique en tenant compte de la guidance 3 du règlement MRR (possibilité de calculer le PCI).

L'inspection des installations classées propose à monsieur le Préfet de demander à l'exploitant, en application de l'article 5 de l'arrêté ministériel du 21 décembre 20, de déposer un nouveau PDS, sous 4 semaines, pour approbation par l'administration. Le paragraphe relatif au calcul des émissions de CO2 dues à la biomasse décrira le mode de calcul qui sera utilisé pour modifier les aer 2019 à 2022, complétera la description de la méthode de calcul standard en détaillant les moyens d'échantillonnage et d'analyse du bois (humidité et/ou PCI) entrant mis en place pour la déclaration des émissions 2024 et suivantes.

#### **Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Veuillez déposer auprès de l'inspection des installations classées, une mise à jour du PDS et de sa procédure. Le paragraphe relatif au calcul des émissions de CO2 dues à la biomasse décrira le mode de calcul qui sera utilisé pour modifier les aer 2019 à 2022, complétera la description de la méthode de calcul standard en détaillant les moyens d'échantillonnage et d'analyse du bois (humidité et/ou PCI) entrant mis en place pour la déclaration des émissions 2024 et suivantes.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 30 jours

#### **N° 8 : Vérifications des émissions déclarées**

**Référence réglementaire :** Règlement européen du 19/12/2018, article 7

**Thème(s) :** Risques chroniques, Précisions des données AER

**Prescription contrôlée :**

<p>Les exploitants et les exploitants d'aéronefs veillent à ce que la détermination des émissions ne soit ni systématiquement ni sciemment inexacte.</p> <p>Ils repèrent et limitent autant que possible toute source d'inexactitude.</p> <p>Ils font preuve de la diligence nécessaire pour faire en sorte que le calcul et la mesure des émissions présentent le degré de précision le plus élevé possible.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Depuis 2021, l'exploitant dépose ses déclarations d'émissions vérifiées par un vérificateur pour répondre à l'obligation réglementaire de déclaration. Lors de la visite, l'exploitant a fait part à l'inspection d'erreurs dans ses déclarations antérieures et il a demandé à corriger chaque déclaration des émissions (fichier aer). L'inspection lui permet de corriger ses déclarations sous réserve du respect des éléments de la guidance 3 et du règlement MRR. Les modes de calcul et les facteurs de calcul retenus doivent être présentés en amont, pour validation, à l'inspection des installations classées.</p> <p>Les fichiers de déclaration (fichier aer) et les rapports de vérification devront être déposés par mail à l'adresse suivante <a href="mailto:seque.dreal-np@developpement-durable.gouv.fr">seque.dreal-np@developpement-durable.gouv.fr</a>.</p> <p>La Directive 2003/87 a été modifiée en 2023. L'une des modifications prévoit l'exclusion du système d'échange de quotas des sites émettant plus de 95% de CO2 d'origine biomasse. En se basant sur les déclarations 2019 - 2023, le site Everbal doit sortir du système d'échange mais en fonction des corrections que l'exploitant est susceptible d'apporter à ses déclarations, et sous réserve de la validation des fichiers aer par l'administration française, le site pourrait être maintenu dans le système d'échange de quotas.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>En tant que de besoin, veuillez déposer les aer et leur rapports de vérification sur la boîte mail "<a href="mailto:seque.dreal-np@developpement-durable.gouv.fr">seque.dreal-np@developpement-durable.gouv.fr</a>".</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

#### N° 1 : Principes de surveillance, archivage des données

<p><b>Référence réglementaire :</b> Règlement européen du 19/12/2018, article 7.3</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Quotas CO2</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les exploitants archivent de manière exhaustive et transparente toutes les données énumérées à l'annexe IV ainsi que les pièces justificatives pendant au moins 10 ans à compter de la date de soumission de la demande d'allocation à titre gratuit. Sur demande, ils mettent ces données et ces documents à la disposition de l'autorité compétente et du vérificateur.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Lors de la visite, il a été constaté que l'archivage mis en place par l'exploitant est satisfaisant. Un échantillonnage des factures d'énergie, des relevés des débitmètres massiques de vapeur ou des pesées des livraisons de biomasse des années 2019 à 2023 a pu être vérifié lors de l'inspection.</p>

<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 2 : Vérification du registre d'admission**

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 12/03/2019, article 3.3.
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Quotas CO2
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Origine de la biomasse La consommation de biomasse est estimée à 32 000 tonnes par an.</p> <p>L'ensemble des besoins provient d'un rayon de 50 km maximum autour du site d'EVERBAL.</p> <p>Déchets de bois admissibles Les déchets de bois autorisés sont les suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• des plaquettes forestières</li> <li>• des produits de bois en fin de vie non adjuvantés, produits issus de centre de tri et de récupération de bois.</li> </ul> <p>Ne sont pas autorisés :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Les déchets de bois qui sont susceptibles de contenir des composés organiques halogénés ou des métaux toxiques à la suite d'un traitement avec des conservateurs du bois ou du placement d'un revêtement, y compris en particulier les déchets de bois de ce type provenant de déchets de construction ou de démolition.</li> <li>• Les traverses de chemin de fer.</li> </ul> <p>Contrôle d'admission À l'arrivée sur site et avant déchargement toute livraison de biomasse fait l'objet d'une vérification :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Présence d'un bordereau de suivi ;</li> <li>• Pesée du chargement.</li> </ul> <p>Registre admission L'exploitant tient en permanence à jour et à la disposition de l'Inspection des Installations Classées un registre d'admission où il consigne, pour chaque livraison :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• le tonnage de biomasse,</li> <li>• la nature,</li> <li>• le lieu de provenance.</li> </ul> <p>Le registre d'admission est conservé pendant 5 ans. [...]</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>La consommation de biomasse sèche déclarée en 2023 est d'environ 12800 tonnes (source aer), la somme des pesées d'entrée de la matière sur le site est de 23800 tonnes en 2023 . La biomasse est constituée de plaquettes forestières qui proviennent toujours du même fournisseur depuis 2009. A l'arrivée sur le site, le chargement de plaquettes forestières fait l'objet d'une pesée. Aucune mesure d'humidité n'est réalisée à ce moment de la livraison.</p>

<p>Le registre des admissions 2023 a été consulté lors de la visite, ce registre mentionne les quantités livrées en kilos, la provenance, la nature de la matière livrée ainsi que la date de livraison et le transporteur.</p> <p>Il a été constaté que la provenance de nombreuses livraisons dépasse les 50km autour du site d'Everbal - exemples relevés en 2023 : lieu de chargement Allemant (51120) soit 100Km / lieu de chargement Lesigny (77150) soit 155 km / lieu de chargement Fleurbaix (62840) soit 200 km / lieu de chargement Grange l'Eveque (10300) soit 160 km.</p> <p>La prescription relative à la provenance de la biomasse n'est pas respectée.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription
<b>Proposition de délais :</b> 90 jours

### N° 3 : Chaudière de secours

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 12/03/2019, article 3.4.1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Quotas CO2
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les chaudières biomasse sont utilisées prioritairement. La chaudière fioul de 6,2 MW est utilisée en secours, en cas de panne ou d'arrêt maintenance des chaudières biomasse.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'article 56.II de l'arrêté ministériel de prescriptions générales du 3 août 2018 qui s'applique à l'installation de combustion d'Everbal mentionne que " <i>Les valeurs limites d'émission fixées à la présente section ne s'appliquent pas aux appareils destinés aux situations d'urgence et aux appareils destinés exclusivement à venir en secours, en cas de défaillance technique, d'une installation de combustion [...]. Pour ces appareils [...], les exploitants s'engagent à les faire fonctionner moins de 500 heures par an.</i></p> <p>Il a été constaté que la chaudière fioul a été utilisée 1 192 heures en 2023.</p> <p>Lors de la visite, l'exploitant a fait mention de nombreux problèmes techniques sur les chaudières biomasse en 2023 mais les éléments mis à disposition de l'inspection n'ont pas mis en évidence de réels problèmes techniques nécessitant les arrêts complets et longs :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• un changement des réfractaires qui nécessite un arrêt long a été réalisé pendant la période de fermeture annuelle de l'usine</li> <li>• des interventions ponctuelles de maintenance/réparation ont été réalisées au fil de l'eau selon l'extrait de la GMAO 2023 consulté.</li> </ul> <p>A noter aussi que l'opérateur en charge de la maintenance, interrogé sur les opérations menées en 2023, a confirmé que les chaudières biomasse n'avaient pas connu de problème particulier.</p> <p>Il apparaît donc que la chaudière fioul n'a pas été utilisée comme chaudière de secours en 2023. La prescription n'est pas respectée.</p> <p>D'un point de vue environnemental, l'utilisation du fioul lourd à la place de la biomasse a conduit à l'émission de polluants tels que le SOx ou les NOx en quantité plus importante.</p>

Enfin, pour le système d'échange de quotas d'émission de l'UE l'utilisation du fioul lourd à la place de la biomasse entraîne une diminution de la moyenne des émissions de CO <sub>2</sub> biogéniques le site sur la période 2019-2023. Grace aux nombre d'heures de fonctionnement de la chaudière fioul en 2023, le site va solliciter son maintien dans le système d'échange de quotas de l'UE.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription
<b>Proposition de délais :</b> 30 jours

#### N° 4 : Rendement des chaudières

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 28/07/2020, article R224-23
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Quotas CO2
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant d'une chaudière définie à l'article R. 224-21 et mise en service après le 14 septembre 1998 s'assure de ce que le rendement caractéristique de la chaudière respecte les valeurs minimales fixées dans le tableau suivant :</p> <p>Combustible utilisé - Rendement (en pourcentage)</p> <p>Fioul domestique - 89  Fioul lourd - 88  Combustible gazeux - 90  Charbon ou lignite - 86  Chaudière biomasse - 80</p> <p>Pour les chaudières mises en service à compter du 1er juillet 2020 autres que les chaudières biomasse, ces valeurs sont augmentées de 2 points.</p> <p>En cas de combustion simultanée de deux combustibles dans une chaudière, la valeur de rendement minimal retenue est déterminée au prorata des quantités de combustibles consommées.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant dispose d'une valise de contrôle et réalise périodiquement le contrôle du rendement des 2 chaudières biomasse et de la chaudière fioul lourd.</p> <p>Lors de la visite, les relevés des rendements des 3 chaudières entre 2020 et 2022 ont été présentés.</p> <p>Les éléments mis à disposition de l'inspection montrent que ces rendements sont :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- supérieurs à 80 % pour les chaudières biomasse ;</li> <li>- inférieurs au rendement minimal de 88% pour la chaudière fioul sur plus de 80% des analyses 2022.</li> </ul> <p>La prescription n'est pas respectée pour la chaudière fioul. Nous proposons à monsieur le préfet de mettre en demeure l'exploitant de respecter les dispositions de l'article R.224-23 du code de</p>

l'environnement.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription
<b>Proposition de délais :</b> 30 jours

Unité départementale de l'Aisne  
47, avenue de Paris  
02200 Soissons

Soissons, le 06/11/2024

## **Modification du constat relatif au rendement de la chaudière fioul**

### **Suite réservée au contradictoire sur le rapport 2024EVER339**

#### **Examen des éléments transmis par l'exploitant par mail du 12 septembre 2024**

##### **Contexte**

L'inspection des installations classées a réalisé une visite d'inspection le 26/06/2024 de l'établissement EVERBAL PAPETERIE implanté 2 route d'Avaux 02190 Évergnicourt. Le présent avenant complète et modifie le rapport 2024EVER339 pour prendre en compte des éléments relatifs à la surveillance des rendements de la chaudière fioul transmis par l'exploitant le 12 septembre 2024.

##### **Examen des éléments complémentaires transmis**

Par mail du 30 août, le rapport de la visite du 26 juin 2024 a été transmis à la papeterie EVERBAL. En vertu des articles L. 171-6 et L.514-5 du code de l'environnement, l'exploitant a fait part au préfet de ces observations dans le délai des 15 jours.

Par mail du 12 septembre, l'exploitant a apporté les précisions suivantes sur la page 17 du rapport – Rendement des chaudières

*"Nous tenons à préciser que notre chaudière fioul a été construite en 1997 et mise en service en juillet 1997 soit avant la date ci-dessus".*

*En outre, sachez pour votre information que cette chaudière a fait l'objet de travaux lourds cet été (dont la décision remonte d'ailleurs bien avant votre inspection) et dont le but est, entre autre, d'améliorer le rendement de celle-ci. »*

La date de mise en service de cette chaudière (juillet 1997) n'avait pas été prise en compte dans le rapport initial du 30 août 2024. Le rendement de cette chaudière est à comparer avec les valeurs de l'article R.224-24 du code de l'environnement (la puissance de la chaudière est de 6MW donc la valeur mini du rendement est de 85%).

Le rendement moyen de la chaudière fioul lourd du site d'Everbal respecte l'article R.224-24 ; il n'y a pas lieu de mettre en demeure sur ce point. Le projet de mise en demeure a été modifié pour tenir compte de la conformité du rendement de la chaudière.

Dans son mail du 12 septembre, l'exploitant apporte d'autres éléments qui ne remettent pas en question les constats effectués lors de la visite :

- les dates d'installation des chaudières biomasse sont respectivement 2009 et 2013.
- le tableau des émissions de CO2 pour la période 2019-2023 met en effet en évidence que 2023 est



une mauvaise année comparée aux quatre précédentes. Sur la période précédente 2014-2018, il y avait également eu deux mauvaises années, à savoir 2016 et 2018. Au total, 8445 t de CO2 fossile ont été émis pour cette période 2014-2018, tandis que 6635t ont été émis pour la période 2019-2023.

- les plaquettes forestières proviennent d'un fournisseur unique, mais il a changé à plusieurs reprises depuis la mise en service de la première chaudière biomasse.

- concernant la chaudière de secours, tous les éléments demandés ont été transmis à l'inspection des installations classées par courriel du 27/06/2024 à 14h32. Il est inexact que l'opérateur n'a pas été en mesure de se souvenir de tous les gros incidents. Il en a cité quelques uns de mémoire mais n'a jamais tenu de tels propos.

### **Conclusion**

Les éléments relatifs à la date d'installation de la chaudière fioul apportés par l'exploitant lors de la phase contradictoire du rapport de visite sont pertinents. Ils montrent que le rendement de la chaudière fioul est conforme aux prescriptions de l'article R.224-24 du code de l'environnement. Le projet de mise en demeure a été modifié pour tenir compte de la date exacte d'installation de la chaudière fioul.

### **N° 4 : Rendement des chaudières**

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 28/07/2020, article R.224-24
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Quotas CO2
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant d'une chaudière définie à l'article <a href="#">R. 224-21</a> et mise en service jusqu'au 14 septembre 1998 s'assure de ce que le rendement caractéristique de la chaudière respecte les valeurs minimales fixées dans le tableau suivant :  Puissance (p) en MW : $2 \leq P < 10$ - Fioul lourd : 85 %  En cas de combustion simultanée de deux combustibles dans une chaudière, la valeur de rendement minimal retenue est déterminée au prorata des quantités de combustibles consommées.
<b>Constats :</b> La chaudière fioul lourd du site d'Evergnicourt, d'une puissance de 6MW, a été mise en service en juillet 1997. Le rendement de cette chaudière est à comparer avec les valeurs de l'article R.224-24 du code de l'environnement. Le rendement moyen 2022 de la chaudière fioul lourd du site d'Everbal respecte l'article R.224-24 .
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suites
<b>Proposition de suites :</b>
<b>Proposition de délais :</b>